



Un point bleu à peine visible depuis les nouvelles routes de la soie

L'alternative États-Unis-Australie-Japon à l'Initiative Ceinture et Route permet d'expliquer pourquoi les États-Unis ont envoyé une délégation junior en Thaïlande et pourquoi l'Inde s'est retirée du RCEP.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 09 novembre 2019

Région : [Asie](#)

Thème: [Économie](#)

Il y a six ans, le Président chinois Xi Jinping a lancé les Nouvelles Routes de la Soie, maintenant mieux connue sous le nom d'Initiative la Ceinture et la Route (BRI), le plus grand et le plus ambitieux projet d'infrastructure pan-eurasiatique du XXIe siècle.

Sous l'administration Trump, l'Initiative la Ceinture et la Route a été complètement diabolisée 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 : un cocktail toxique de peur et de doute, Pékin étant blâmé pour tout, de plonger des nations pauvres dans un « piège à dettes » aux plans diaboliques de domination mondiale.

Voici enfin ce que l'on pourrait décrire comme la réponse institutionnelle US à la BRI : le Blue Dot Network (Réseau Point Bleu).

Blue Dot [est décrit](#), officiellement, comme promouvant le développement multipartite d'infrastructures durables dans la région Indo-Pacifique et dans le monde entier.

Il s'agit d'un projet conjoint de la US Overseas Private Investment Corporation, en partenariat avec le Ministère des Affaires Étrangères et du Commerce de l'Australie et la Banque pour la Coopération Internationale japonaise.

Maintenant, comparez avec ce qui s'est passé cette même semaine lors de l'inauguration de l'Exposition Internationale d'Importation de la Chine à Shanghai.

Comme Xi l'a souligné : « À ce jour, la Chine a signé 197 documents sur la coopération routière avec 137 pays et 30 organisations internationales ».

C'est ce contre quoi Blue Dot veut lutter, en particulier dans le Sud Global. Eh bien, pas vraiment. Les diplomates du Sud Global, contactés de manière informelle, ne sont pas vraiment impressionnés. Ils pourraient voir Blue Dot comme un concurrent potentiel de la BRI, mais un concurrent qui est animé par le financement privé - surtout, en théorie, étasunien.

Ils se moquent de la perspective que Blue Dot inclura une sorte de mécanisme de notation qui sera positionné pour évaluer et déclasser les projets de la BRI. Washington le présentera comme un processus de « certification » fixant des « normes internationales », ce qui implique que la BRI n'est pas à la hauteur des normes. La question de savoir si les pays du

Sud Global prêteront attention à ces nouvelles notations reste ouverte.

L'exemple japonais

Le Blue Dot doit également être compris en comparaison directe avec ce qui [vient de se passer](#) lors du sommet-fête en Thaïlande centré sur les réunions de l'Asie de l'Est, de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est et le Partenariat Économique Régional Global (RCEP).

L'avènement du Blue Dot explique pourquoi les États-Unis n'ont envoyé qu'une délégation junior en Thaïlande, et aussi, dans une large mesure, pourquoi l'Inde a manqué le train du RCEP en quittant la gare panasiatique.

Le Premier Ministre indien Narendra Modi se retrouve entre la stratégie indo-pacifique de Washington et l'intégration eurasiatique. Elles sont incompatibles entre elles.

Blue Dot est une extension commerciale de facto de l'Indo-Pacifique, qui regroupe les États-Unis, le Japon, l'Australie – et l'Inde : les membres du Quad. C'est le reflet du – défunt – Partenariat Transpacifique de l'administration Obama en relation avec le – également défunt – « pivot vers l'Asie ».

On ne sait pas si New Delhi rejoindra le Blue Dot. Elle a rejeté la BRI, mais pas irrévocablement, le RCEP. L'ANASE a essayé d'afficher un visage courageux et d'insister pour que les différences soient aplanies et que les 16 membres du RCEP signent un accord au Vietnam en 2020.

Pourtant, l'essentiel demeure : Washington continuera de manipuler l'Inde par tous les moyens jugés nécessaires pour torpiller – au moins sur le théâtre sud-asiatique – le potentiel de la BRI ainsi que l'intégration de l'Eurasie.

Et pourtant, après toutes ces années de diabolisation incessante, la meilleure chose que Washington ait pu trouver a été de voler l'idée de la BRI et de l'habiller en financement bancaire privé.

Comparons-le maintenant, par exemple, aux travaux de l'Institut de Recherche Économique de l'ANASE et de l'Asie de l'Est. Ils privilégient les perspectives de l'ANASE sur l'Indo-Pacifique, une idée indonésienne à l'origine, plutôt que la version US. Le président de l'institut, Hidetoshi Nishimura, la décrit comme « *une ligne directrice pour les partenaires du dialogue* » et souligne que « *la vision du Japon sur l'Indo-Pacifique s'accorde très bien avec celle de l'ANASE* » .

Autant Nishimura note à quel point « *il est bien connu que le Japon a été le principal donateur et un véritable partenaire dans le développement économique de l'Asie du Sud-Est au cours des cinq dernières décennies* », il vante également le RCEP comme « *le symbole du libre échange* ». La Chine et le Japon soutiennent fermement le RCEP. Et Pékin insiste aussi fermement sur le lien direct entre le RCEP et les projets de la BRI.

En fin de compte, Blue Dot n'est peut-être qu'un exercice de relations publiques, trop peu, trop tard. Cela n'empêchera pas l'expansion de la BRI. Cela n'empêchera pas les partenariats d'investissement Chine-Japon. Cela n'empêchera pas le Sud Global de prendre conscience de la militarisation du dollar US à des fins géopolitiques.

Et il n'enterrera pas le scepticisme qui prévaut quant aux compétences en matière de projets de développement d'une hyperpuissance engagée dans une mission visant à voler les réserves de pétrole d'une autre nation dans le contexte de l'occupation illégale de la Syrie.

Pepe Escobar

Article original en anglais :



[A "Blue Dot" Barely Visible from China's "New Silk Roads"](#)

Publié initialement en anglais par [Asia Times](#)

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Pepe Escobar](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : **[Pepe Escobar](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca